



# MAUBEC

Département de Vaucluse - Arrondissement d'Apt - Canton de Cheval-Blanc  
Communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse

## ARRÊTÉ DU MAIRE

Arrêté de circulation et de stationnement pour l'année 2026

SN EPM

**A 07/26**

Le Maire de la Commune de Maubec

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2211.1, L2212.1 L et 2213.1 à L 2213.6,

**Vu** le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R411.25, R 417.4, R 417.9, R 417.10 et R 417.11,

**Vu** le Code de la Voirie Routière,

**Vu** la demande formulée la société **SN EPM** sise 708 chemin Dorio – 84300 CAVAILLON,  
Considérant qu'il y lieu de réglementer le stationnement et la circulation lors des interventions de maintenances d'éclairage public et de montage et démontage des illuminations des fêtes de fin d'année sur l'ensemble du territoire de la commune de Maubec et au bénéfice de la commune pour l'année **2026**,

## ARRETE

### Article 1 – Autorisation :

Afin d'effectuer les travaux commandés par la commune de Maubec de maintenance de l'éclairage public, de montage et démontage des illuminations des fêtes de fins d'année tout au long de l'année **2026**, la société **SN EPM** – 708 chemin de Dorio – 84300 CAVAILLON est autorisée à mettre en place de façon ponctuelle des interruptions de circulation ou des circulations alternées comprenant le stationnement de leurs engins au droit des chantiers. Sur les sites d'interventions, le stationnement sera interdit.

A charge pour les services techniques de se conformer aux dispositions des articles suivants :

### Article 2

La réglementation ci-dessus entrera en vigueur dès la publication du présent arrêté.

**Le présent arrêté ne s'applique pas hors agglomération et sur les voies classées grande circulation.**

A charge pour l'entreprise de mettre en place la signalisation réglementaire qui devra au préalable s'être assurée de la position des ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques existant.

**Article 3**

Les droits des riverains sont et demeurent expressément réservés.

**Article 4**

**Le pétitionnaire aura pour obligation d'informer par mail ([contact@mairiemaubec-luberon.fr](mailto:contact@mairiemaubec-luberon.fr)) lors de chacune de ses interventions sur la commune. Tout manquement à cette information vaudra retrait de la dérogation.**

**Article 5**

La circulation sera laissée libre à tous véhicules d'urgence dûment signalés.

**Le pétitionnaire est responsable pour la durée du chantier de ses interventions.**

**Article 6**

Pour toute intervention d'urgence ou dégradation de voirie, un mail de signalement sera envoyé au service de la commune à l'adresse suivante : [contact@mairiemaubec-luberon.fr](mailto:contact@mairiemaubec-luberon.fr). **Tout manquement à ce signalement vaudra retrait de la dérogation et déclenchera des poursuites.**

**Article 7**

La commune de Maubec se garde le droit de modifier ou d'annuler le présent arrêté si l'un de ces articles n'est pas respecté ou que la circulation l'impose.

**Article 8 - Recours :**

Le présent arrêté, à supposer que celui-ci fasse grief, pourra faire l'objet d'un recours soit devant le Tribunal Administratif de Nîmes – 16 av. Feuchères – 30000 NÎMES soit sur le site internet citoyens.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage. Dans ce délai, il pourra être présenté un recours gracieux prorogeant le délai de recours contentieux. Sauf dans le cas où un régime de décision de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée devant la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois.

**Article 9 :**

Ampliation de cet arrêté, inscrit au Registre des Arrêtés de la Mairie, consultable en Mairie et publié dans les lieux habituels.

Monsieur le directeur général des services, le responsable de la Police Municipale, le responsable du service technique et la société SN EPM sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

